

# Canada

CHECK AGAINST DELIVERED  
LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FO

## STATEMENT BY

THE HONOURABLE PRIMA AMBROSE, P.C., M.P.  
CANADA'S MINISTER OF STATE (CONDITION FÉMININE)

AT THE 55<sup>TH</sup> SESSION OF THE UNITED NATIONS  
COMMISSION ON THE STATUS OF WOMEN

AGENDA ITEM 3: FOLLOW-UP TO THE DAKAR WORLD CONFERENCE ON  
WOMEN AND TO THE TWENTY-TWO<sup>ND</sup>  
ASSEMBLY FOR WOMEN 2000: GENDER EQUALITY, DEVELOPMENT  
AND PEACE

NEW YORK, 24 FEBRUARY 2011

## DÉCLARATION DE

L'HONORABLE PRIMA AMBROSE, C.P., Q.C.  
MINISTRE D'ÉTAT (CONDITION FÉMININE) DU CANADA

LORS DE LA 55<sup>TH</sup> SESSION DE  
LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME  
DES NATIONS UNIES

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR D'UNE CONFÉRENCE  
MONDIALE SUR LES FEMMES ET DE LA VINGT-TROISIÈME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTITULÉE «  
EN L'AN 2000, ÉGALITÉ ENTRE LES SEXE, DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
POUR LE XXIE SIECLE»



Mr. Chair, distinguished delegates,

As Canada's Minister for Status of Women, I would like to thank you for the opportunity to address the 55<sup>th</sup> session of the Commission on the Status of Women.

2010 was an important year as we saw the creation of UN Women, an initiative that Canada strongly supported.

We are proud to support this important institution with a significant increase in our core contribution, and applaud the selection of Michelle Bachelet to lead the organization.

Under Ms. Bachelet's leadership, and with Canada's support, UN Women will provide a strong voice for women around the world.

Canada has already been the catalyst for the renewed global effort to save the lives of women, children and newborns in developing countries through our maternal health initiative.

Last month in Geneva, as co-chair of the UN Commission on International Trade and Accountability for Women, Children and the Environment, Canadian Prime Minister Stephen Harper, made an announcement that Canada is moving ahead on the commitment made at the 2010 G8 Summit to both deliver funds and address this issue in an accountable manner.

Recently, my colleague, the Minister of Foreign Affairs, also launched Canada's Action Plan for the implementation of the United Nations Security Council Resolutions on Women, Peace and Security.

Our action plan will steer Canada's interventions abroad as they encourage the participation of women in conflict prevention, peacekeeping and peacebuilding, and humanitarian and development assistance.

As Canadians, we value a peaceful and safe society, and violence against women and girls must stop. Our Government has taken action by introducing tougher laws, investing in shelters, strengthening victim support and awareness programs, and working more effectively in partnerships with those who seek an end to violence against women and girls.

The Canadian government is working to increase awareness of violence against women in Aboriginal, immigrant and refugee communities.

We recently announced the first-ever strategy to address the issue of missing and murdered Aboriginal women in Canada.

And we have launched the first national advance-based violence by funding organizations that raise awareness about violence in ethnic communities.

I am also pleased to announce that we have been giving community leaders the tools to take action against honour-motivated violence.

In Canada, we see it as vital that our legal system supports women's rights under the law.

We are also working to end violence and abuse, including honour-motivated violence.

We made this clear in our Canadian citizenship guide by stating: "...Canada's principles and values... stand firmly against cultural practices that tolerate spousal abuse, 'honour killings' or other gender-based violence."

As Canadian Minister for Status of Women, I am proud that we are partnering with organizations who strive to empower women to learn about their rights, and to speak out against abuse.

With the Government of Canada's increased funding for the highest priority areas, however, because now that there is much work left to do.

Being Minister has been one of the greatest privileges afforded to me, not only career, but also on a personal level.

On this important day, I am inspired to continue to work to improve the lives of women and girls in Canada, and throughout the world.

Together we can make a difference. Together we will make a difference.

Thank you!

Monsieur le Président distinguées déléguées

En qualité de ministre de la Condition féminine du Canada, j'ose à vous remercier de me donner l'opportunité de prendre la parole devant cette importante Commission de la condition féminine.

L'année 2010 a été une année importante, mais que la création d'UNIFEM Femmes, initiative que le Canada a soutenu.

Notre pays est fier d'appuyer cette initiative internationale et contributrice de l'Assemblée générale des Nations Unies de Michelle Bachelet pour la paix et la sécurité. Sous la direction de Mme Bachelet, et avec le soutien du Canada, UNIFEM Femmes sera un fort porte-parole des femmes de tout le monde entier.

Le Canada, grâce à son initiative pour la santé maternelle, a amorcé un renouvellement des engagements internationaux visant à sauver la vie d'enfants et de nouveau-nés dans les pays en développement.

Le mois dernier, à Genève, en sa qualité de membre de la Commission d'information et de responsabilisation pour la santé de la femme et de l'enfant des Nations Unies, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a annoncé que le notre pays avait commencé à concrétiser l'engagement pris au Sommet du G8 de 2010, c'est-à-dire à fournir des fonds et à intervenir de manière responsable pour remédier au plus vite.

Récemment, mon collègue, le ministre des Affaires étrangères, a aussi lancé le Plan d'action du Canada pour la paix et la sécurité intérieure sur la sécurité des Nations Unies pour les femmes, la paix et la sécurité.

Notre gouvernement a également investi dans l'avenir en faisant du Canada à l'étranger l'un des premiers à promouvoir la sécurité des Nations Unies dans celles-ci, ainsi qu'à la promotion de leurs droits ainsi que leur accès à l'éducation et à l'emploi, qu'à l'éducation et au développement.

En tant que Canadiens et Québécois, nous attachons une grande valeur à la paix et à la sécurité. C'est ce que nous voulons que ces deux critères soient respectés aux filles.

Notre gouvernement a pris des mesures à cet égard, en déposant des lois plus sévères, en intensifiant donc les réfugiés, en renforçant les programmes de sensibilisation et d'aide aux victimes et en travaillant plus efficacement avec des partenaires qui sont eux aussi désireux d'éliminer la violence contre les femmes et aux filles.

Le gouvernement continue à faire évoluer un travail de sécurité et de paix pour la violence et de prévention de la violence dans les communautés autochtones, ainsi que dans les milieux réfugiés et immigrés.

Nous avons récemment annoncé la toute première stratégie destinée à enrayer les disparitions et meurtres de femmes autochtones au Canada.

Ensuite nous avons lancé un partenariat appel à l'action pour contrer la violence qui est perpétrée envers les femmes canadiennes en finançant le travail de sensibilisation d'organismes qui œuvrent auprès des communautés ethniques.

Avec ces deux partenariats, j'apporte mes voix et celles de ces communautés à ce jour pour enrayer la violence perpétrée au nom de l'honneur.

À l'heure actuelle, nous considérons qu'il est primordial d'introduire les nouvelles et toutes les nouvelles lois sur l'honneur dans la loi.

Nous savons que toute personne a le droit de vivre à l'abri de la violence et de faire partie d'une communauté où l'honneur n'est pas synonyme de violence.

Dans notre nouveau guide sur la citoyenneté, nous avons d'ailleurs clairement détaillé les pratiques culturelles qui tolèrent la violence conjugale, les "meilleures à l'honneur" et le "mal des autres" de violence fondée sur le sexe ».

En tant qu'ambassadeur de la Condition féminine, je suis fière de nos partenaires et des organismes qui œuvrent à renforcer l'autonomie des femmes en leur faisant connaître leurs droits et en leur enseignant à dénoncer la violence.

Il nous faut une véritable et importante augmentation de financement à un niveau sans précédent, ce qui est essentiel à faire.

En tant que Ministre de la Condition féminine du Canada, je suis l'un des plus grands défenseurs de mes droits, non seulement durant ma carrière politique, mais aussi de tout au long de ma vie.

Le simple fait de faire partie de ce groupe aujourd'hui m'incite à continuer de travailler à améliorer la vie des femmes et des filles du Canada et du monde entier.

Ensemble, nous allons changer les choses. Ensemble, nous allons changer les choses.